

Tendances conjoncturelles

3^e trimestre 2018

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA MARTINIQUE

L'indicateur du climat des affaires se détériore

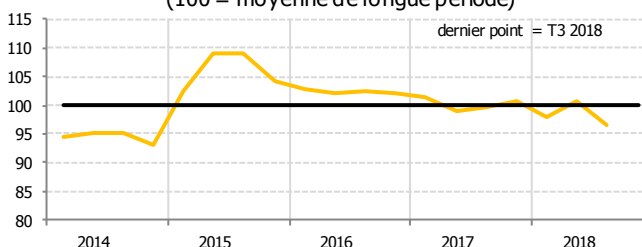
Au troisième trimestre 2018, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'inscrit en baisse (-4,2 points). Il se situe au-dessous de sa moyenne de longue période à 96,5 points. Cette dégradation de l'indicateur tient essentiellement à l'opinion défavorable des chefs d'entreprise sur le trimestre écoulé, relativement à l'activité, aux effectifs et à la trésorerie.

La composante future de l'ICA, bien que mieux orientée, demeure très proche de sa moyenne de longue période.

Si les chefs d'entreprise n'attendent pas de l'activité une amélioration sensible, ils anticipent une réduction des délais de paiement et espèrent pouvoir procéder à des recrutements.

Concernant leurs investissements, les entreprises prévoient une baisse pour le quatrième trimestre consécutif. Leurs intentions s'affichent à un niveau similaire à celui de 2014.

Indicateur du climat des affaires à la Martinique
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

DES PERSPECTIVES FAVORABLES POUR LES ÉCONOMIES DE LA CARAÏBE

Selon le FMI, la croissance du PIB de la Caraïbe en 2018 sera relativement homogène entre les pays orientés vers le tourisme et les pays exportateurs de matières premières. Elle devrait s'établir autour de 1,4 %. Les premiers (Bahamas, Barbade, Jamaïque ainsi que les membres de l'Union monétaire des caraïbes orientales) bénéficient du renforcement de la demande touristique en provenance des États-Unis. Cette hausse d'activité devrait se maintenir en 2019 et entraîner une croissance du PIB de 1,8 %. Quant aux pays exportateurs de matières premières (Belize, Guyana, Surinam et Trinidad-et-Tobago), leur activité rebondit en 2018, grâce à l'augmentation des prix des matières premières. En 2019, la croissance de leur PIB devrait se poursuivre à hauteur de +1,6 %.

En République dominicaine, à Grenade et à Sainte-Lucie, la croissance devrait être soutenue en 2018 (respectivement +6,4 %, +3,6 % et +3,4 %). En revanche, l'économie de l'île de la Dominique tourne au ralenti depuis le passage dévastateur de l'ouragan Maria en septembre 2017. Les dégâts liés à la catastrophe sont estimés à 1,3 milliard de dollars soit 226 % du PIB du pays. La chute du PIB est estimée à -14,1 % pour 2018, il devrait néanmoins s'inscrire en hausse de 9,4 % en 2019. L'activité de l'île devrait retrouver un niveau similaire à son niveau précédent l'ouragan dans seulement 5 ans.

De son côté, la CEPAC (Comisión Económica para América Latina y el Caribe) estime une croissance de +1,9 % pour la région Caraïbe en 2018, principalement liée au renforcement du secteur pétrolier et, dans une moindre mesure, aux dépenses de reconstructions engagées suite aux catastrophes naturelles survenues dans certains pays de la région en 2017.

Sources : FMI (perspectives économiques régionales, octobre 2018), FMI (article IV de la Dominique, septembre 2018), CEPAL (communiqué de presse, octobre 2018).

Hausse de l'inflation

Au troisième trimestre 2018, l'indice des prix à la consommation est stable (+0,0 % en variation trimestrielle). Les prix de l'alimentation progressent sur trois mois (+0,8 %) mais ils sont compensés par la baisse des prix de l'énergie (-1,1 %) sur la même période.

L'inflation mesurée en glissement annuel s'inscrit en forte hausse à +2,0 % à fin septembre (contre +1,6 % à fin juin). Ce sont les prix de l'énergie (+11,7 %) et des services (+1,3 %) qui ont contribué le plus significativement à cette progression.

Amélioration du marché du travail

À fin septembre, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) atteint 42 500 personnes (CVS), en recul de 1,1 % en variation trimestrielle. De même, sur un an, les demandeurs d'emploi sont moins nombreux (-2,1 %).

Dans le détail, le nombre de demandeurs d'emploi chez les moins de 25 ans et les 25-49 ans diminue en variation trimestrielle (respectivement -2,2 % et -1,9 %). En revanche, chez les seniors (50 ans ou plus), le nombre de demandeurs d'emploi est en légère hausse (+0,6 %).

Sur un an, la tendance est similaire mais s'avère plus marquée. Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans diminue (-6,4 %), tout comme la catégorie des personnes de 25 à 49 ans (-2,7 %). En revanche, les seniors subissent une nouvelle dégradation des conditions sur le marché du travail. Leur catégorie enregistre une augmentation de 3,1 % sur un an.

Parallèlement, les offres d'emploi collectées (OEC) diminuent en variation trimestrielle (-0,7 %, CVS) comme en glissement annuel (-8,1 %, CVS).

La consommation des ménages marque le pas

Au troisième trimestre 2018, la consommation des ménages ralentit après un rebond au deuxième trimestre. Les chefs d'entreprise interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture décrivent une activité commerciale sans ressort, reflet d'une faible demande.

Les importations de biens de consommation non durables (essentiellement du textile, des produits alimentaires et pharmaceutiques) sont en baisse à fin septembre (-3,5 % en variation trimestrielle, données CVS), tout comme les importations de biens de consommation durables (principalement l'électroménager et les meubles) qui se replient de 12,4 %. Le chiffre d'affaires des hypermarchés affiche également une baisse (-1,0 %, données CVS).

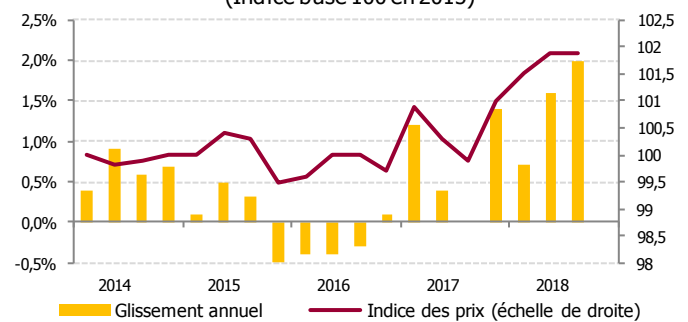
La croissance des ventes de véhicules de tourisme reste positive, portée par la bonne tenue des encours de crédit à la consommation (+1,6 % à fin septembre), et s'accélère par rapport au deuxième trimestre (+11,2 % après +6,7 % à fin juin, CVS).

Par ailleurs, les indicateurs de vulnérabilité des ménages restent bien orientés. Le nombre d'incidents de paiement sur chèques (-2,3 %), de retraits de cartes bancaires (-0,8 %), et le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-0,7 %) reculent en variations trimestrielle et annuelle.

Recul de l'investissement des entreprises

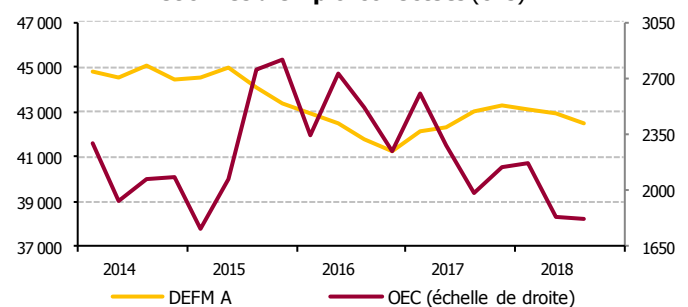
Pour la première fois depuis quatre ans, les prévisions d'investissement s'inscrivent au-dessous de leur moyenne de longue période. Les chefs d'entreprise semblent réviser leur politique d'investissement à la baisse, en particulier au sein des secteurs du tourisme, des services aux entreprises et des autres industries.

Indice des prix à la consommation
(Indice base 100 en 2015)



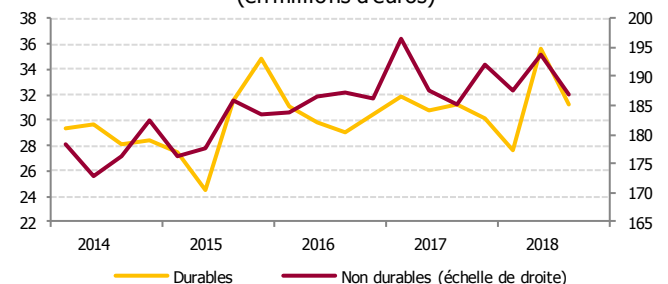
Source : Insee

Demandeurs d'emploi en fin de mois
et offres d'emploi collectées (CVS)



Sources : SMTPE, Pôle emploi, Dares

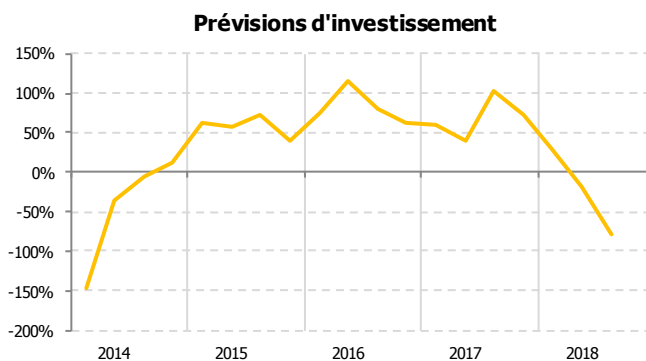
Importations de biens de consommation
(en millions d'euros)



Source : Douanes

Les importations de biens d'investissement reflètent d'ailleurs le pessimisme des chefs d'entreprise puisqu'elles sont en net recul (-6,7 %, CVS) au cours du troisième trimestre 2018. Dès lors, le prolongement de la hausse des immatriculations de véhicules utilitaires au troisième trimestre (+16,0 %) tout comme la hausse des attestations de conformité électrique destinées aux locaux commerciaux (+2,5 %, CVS) suggèrent que la baisse des investissements se concentre sur les investissements de capacité plutôt que sur le renouvellement de matériel.

Les indicateurs de vulnérabilité des entreprises sont toujours dégradés. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire (+1,3 %), les impayés sur effets de commerce en volume (+9,6 %) et en montant (+8,2 %) sont en progression ce trimestre.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

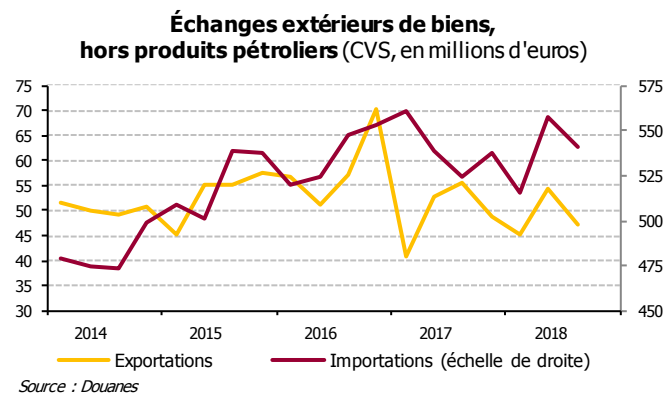
Dégradation des échanges extérieurs (hors produits pétroliers)

Hors produits pétroliers, les importations sont en retrait au troisième trimestre (-3,0 % entre juillet et septembre, CVS). Ce recul s'explique notamment par le repli des importations de produits agroalimentaires (-6,3 %, CVS) et d'équipements mécaniques (-18,2 %, CVS).

De leur côté, les exportations hors produits pétroliers sont également en baisse sur le trimestre (-12,6 %, CVS). Cette diminution tient au repli des exportations de produits agricoles (-14,3 %, CVS) et à celles de produits agroalimentaires (-6,3 %, CVS).

Les importations de produits pétroliers se replient (-18,3 %, CVS) tandis que les exportations sont en hausse (+79,9 %, CVS).

Le poids des échanges de produits pétroliers dans les échanges totaux explique dès lors que les exportations totales soient en hausse (+10,2 %, CVS) et que les importations totales soient en baisse au troisième trimestre (-5,1 %, CVS).



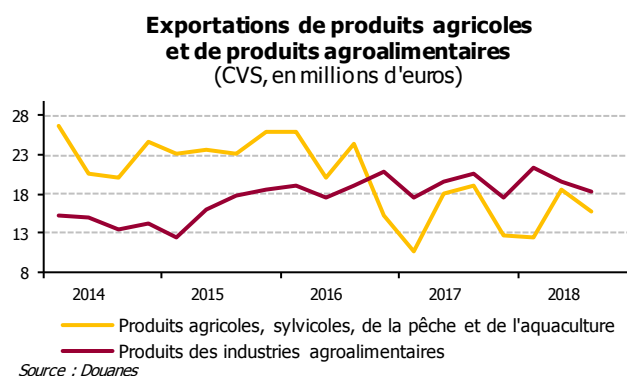
Source : Douanes

UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE DIFFICILE DANS LA PLUPART DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

Au troisième trimestre, le climat des affaires se dégrade. L'enquête de conjoncture révèle une dégradation de l'activité générale par rapport au deuxième trimestre. Les chefs d'entreprise interrogés font état d'une hausse des charges d'exploitation et des difficultés de trésorerie. Dans ce contexte, ils déclarent réduire les effectifs.

Au sein du secteur **primaire**, l'activité est orientée à la baisse. Les exportations de produits agricoles diminuent de 14,3 % (CVS) entre le deuxième et le troisième trimestre. En particulier, les exportations de bananes reculent sur la période (-9,3 %, CVS). Au sein de la filière d'élevage, les résultats sont également insuffisants. Les abattages sont en baisse (-1,5 %, CVS), notamment ceux de viande bovine (-4,0 %, CVS).

Le secteur **agroalimentaire** est peu dynamique (les exportations de produits agroalimentaires baisse de 6,3 % en CVS au troisième trimestre), à l'exception de la production de rhum (+9,7 %).



Source : Douanes

Dans le secteur des **services aux entreprises**, les entrepreneurs déclarent faire face à une certaine inertie de l'activité et sont confrontés à une dégradation de l'ensemble des soldes de gestion (charges d'exploitation, trésorerie et délais de paiement). Cette situation ne devrait pas se résorber au prochain trimestre compte tenu de la faiblesse des carnets de commandes.

Au sein du secteur du **BTP**, la situation ne connaît pas d'amélioration. Les soldes d'opinion expriment la grande préoccupation des entreprises du secteur. Les indicateurs sectoriels reflètent ce contexte difficile.

Les importations d'éléments en métal pour la construction (-7,7 %, CVS) et les ventes de ciment (-5,3 %, CVS) sont en baisse sur le trimestre. Dans le détail, les ventes en vrac (-2,3 %, CVS) et les ventes en sac (-1,2 %, CVS) se replient.

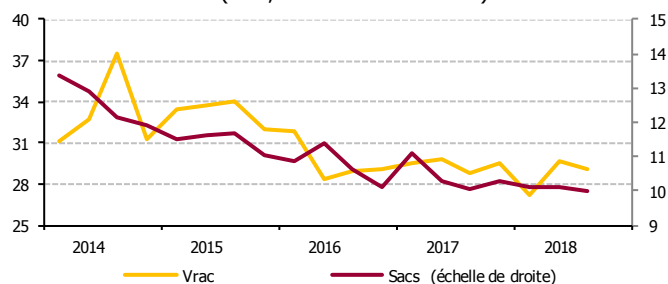
Dans le secteur du **commerce**, la situation semble également difficile. Selon les déclarations des chefs d'entreprise, l'activité peine à se redresser et la trésorerie ressort pénalisée par la contraction de la consommation des ménages.

L'activité du secteur **industriel** se porte mieux que les autres secteurs au troisième trimestre. Selon l'enquête de conjoncture, les professionnels procèdent à des déstockages et parviennent à assainir leur trésorerie. En parallèle, ils bénéficient de la réduction des délais de paiement mais ils ne parviennent pas à réduire significativement leurs charges d'exploitation.

Dans le **tourisme**, les professionnels interrogés dans l'enquête de conjoncture indiquent une amélioration de l'activité. Ils bénéficient de la réduction des délais de paiement et des charges d'exploitation. Pour autant, les indicateurs sectoriels semblent avoir atteint un pic à la fin du premier semestre. Le nombre de passagers à l'aéroport ne progresse pas au T3 (-0,8 %, CVS) tout comme le nombre de nuitées hôtelières (-0,9 %, CVS).

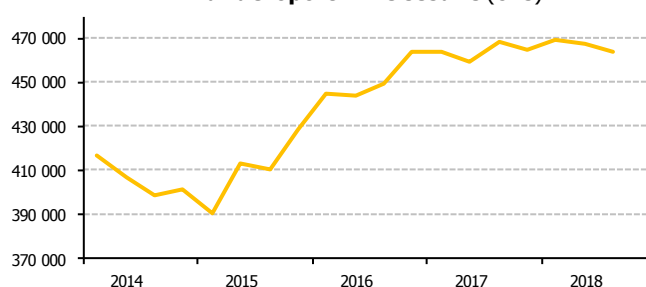
Sur le segment de la croisière, à l'instar du T2, le troisième trimestre est une période de transition entre la haute et la basse saison. Aussi, le nombre de croisiéristes s'inscrit en baisse sur trois mois (-90,0 %).

Ventes de ciment
(CVS, en milliers de tonnes)



Source : Ciments Antillais

Trafic de passagers à l'aéroport Aimé Césaire (CVS)



Source : CCIM

STABILITÉ DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE

La croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,7 % en 2018 et 2019 selon les dernières « Perspectives de l'économie mondiale » publiées par le FMI en octobre. Elle resterait ainsi identique à son niveau de 2017. Les prévisions sont toutefois inférieures de 0,2 point à celles présentées en juillet dernier. Cette révision à la baisse s'explique notamment par le renforcement des tensions commerciales et le durcissement des conditions financières mondiales alors que les différences dans les perspectives sont importantes d'une région à l'autre.

Aux États-Unis, la croissance du PIB a ralenti marginalement au troisième trimestre. L'activité a progressé de +0,9 % en variation trimestrielle (après +1,0 % au trimestre précédent) et apparaît tirée à la baisse par le recul des exportations et le ralentissement des investissements des non-résidents. Le FMI anticipe une croissance de 2,9 % en 2018 puis de 2,5 % en 2019 (-0,2 point par rapport aux prévisions de juillet).

Selon Eurostat, le PIB de la zone euro a progressé de +0,2 % au troisième trimestre après +0,4 % trois mois plus tôt. Le taux de chômage s'élève à 8,1 % à fin septembre et demeure à son plus bas niveau depuis novembre 2008 alors que l'inflation continue de croître progressivement (+2,2 %). Selon les prévisions de la Commission européenne, la croissance de la zone euro va fléchir à +2,1 % en 2018 puis +1,9 % en 2019 (contre +2,4 % en 2017).

En France, la croissance retrouve un dynamisme plus marqué au troisième trimestre selon les estimations de l'Insee. Elle enregistre ainsi une hausse de +0,4 % (+0,2 % au deuxième trimestre) qui s'explique principalement par le redressement de la consommation des ménages et l'orientation favorable du commerce extérieur. Le FMI anticipe un essor du PIB de 1,6 % en 2018 et 2019, en deçà de la progression enregistrée en 2017 (+2,3 %).

Au Japon, l'activité se contracte de 0,3 % au troisième trimestre après une hausse de 0,8 %. Cette tendance s'explique par un repli de la consommation des ménages, de l'investissement et des exportations suite notamment à une accumulation de catastrophes naturelles depuis le début de l'année 2018. La croissance devrait toutefois s'établir à 1,1 % en 2018 et à 0,9 % en 2019 selon le FMI.

Dans les pays avancés, le FMI anticipe une accélération marginale de la croissance en 2018 (+ 2,4 % après +2,3 % en 2017) avant une hausse plus modérée en 2019 (+2,1 %). Le PIB devrait croître dans les pays émergents et en développement sur un rythme identique à 2017 (+4,7 % en 2018 et 2019). Ces dernières perspectives ont été révisées à la baisse par rapport aux dernières estimations du FMI en juillet (-0,2 point pour 2018, -0,4 point pour 2019).

Sources : FMI, Insee, Eurostat, BEA, OCDE – données arrêtées à la date du 23 novembre 2018